

despotisme qui emprisonne dans le fer et le feu toute liberté, une religion qui nie Dieu pour édifier la force brutale et l'égoïsme.

Le peuple canadien, monsieur l'Orateur, s'aperçoit de plus en plus que cette description n'est pas exagérée et se rend désormais parfaitement compte que c'est l'avenir de nos institutions libres, démocratiques et chrétiennes qui se joue en ce moment, et peut-être pour des siècles. Devant un tel enjeu, il serait donc puéril et méprisable de penser à toute ambition personnelle et à tout avantage professionnel; une seule chose importe: l'intérêt national,—et je dis national par opposition à régional.

Plusieurs DÉPUTÉS: Très bien!

M. HALLÉ: C'est là le premier des motifs dont je parlais, motifs qui incitent nos gens à faire, de bon gré, tous les sacrifices exigés d'eux par nos chefs.

Pour réussir jusqu'ici comme ils l'ont fait, les dirigeants des pays ennemis ont su développer diaboliquement dans les malheureux esprits qu'ils dominent une foi immense dans leurs doctrines néfastes—et à cette foi vigoureuse et productrice féconde d'œuvres criminelles, il nous faudra opposer une foi plus forte encore si nous voulons vaincre, une foi en la liberté: liberté politique, liberté de conscience, liberté de penser et d'agir; libertés qui nous semblent si naturelles, de nos jours, qu'il a fallu à plusieurs beaucoup de temps et des catastrophes irréparables pour se rendre compte que des pays civilisés, comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon, avaient froidement résolu de les supprimer. Cette foi en la liberté anime les gens de chez nous.

La guerre nous a enseigné une grande leçon de solidarité, à savoir, que la liberté est la même pour tous les peuples,—et que si un pays perd sa liberté la nôtre est immédiatement en danger de disparaître. Sans liberté pour tous les peuples de l'univers, on ne saurait songer à la paix,—et sans paix peut-on parler de liberté véritable? Voulons-nous continuer à jouir de la paix et de la liberté? Il faudra alors supprimer une fois pour toutes les sources d'agression et de domination. Il faut que nous concentrions immédiatement nos efforts vers ce but unique. Il faut que nous cessions dès aujourd'hui de disperser nos énergies vitales dans des réclamations futiles et dangereuses en faveur d'avantages qui ne sont, en somme, que des effets de la liberté commune à tous les Canadiens.

M. DECHÊNE: Très bien!

M. HALLÉ: C'est une telle doctrine qui a fourni à nos valeureux Canadiens de Dieppe le courage et l'héroïsme qu'ils ont démontrés d'une façon si éclatante. C'est la négation de cette doctrine qui anime certains propagateurs

[M. Hallé.]

de théories qui n'ont rien de commun avec la poursuite victorieuse de la guerre. Heureusement, leurs idées subversives n'ont pas de partisans chez nous, car les gens dont je parlais il y a un instant et qui, dans leur humble sphère, s'efforcent de coopérer autant que possible à l'effort commun, qui s'imposent des sacrifices de plus en plus nombreux en vue d'obtenir la victoire, et qui me répondaient qu'ils étaient prêts à tout faire, sont convaincus fermement que cette lutte est dirigée contre des principes destructeurs de toute liberté, contre le totalitarisme, c'est-à-dire contre la négation absolue de ce que nous appelons nos droits d'hommes libres, partenaires libres dans la formation d'une nation canadienne.

C'est cette conviction profonde qui leur permet de supporter stoïquement le poids croissant de l'impôt, les restrictions matérielles de plus en plus nombreuses et l'absence prolongée, parfois définitive, d'une bonne partie des membres de leur famille.

Ils se seront trompés grandement ceux qui ne voient dans le conflit actuel qu'une lutte pour des avantages commerciaux ou géographiques; l'ambition de l'ennemi ne sera pas satisfaite si facilement—elle vise à quelque chose de beaucoup plus dangereux pour notre avenir national, car le programme axiste n'est pas secret et, en tous points, il est absolument contraire à nos aspirations nationales.

C'est un ordre nouveau que l'on veut établir dans le monde entier, au Canada comme ailleurs, ordre où il n'y a pas de place pour la liberté telle que nous la concevons. Quand on parle de liberté chez nous, on évoque, en effet, un privilège sacré et primordial que le peuple canadien a chéri plus que tout autre dès les premiers jours de son existence mouvementée et avant même qu'il soit arrivé et installé dans les terres nouvelles de l'Amérique. Il est dit, en effet, que la grande majorité des colons qui quittèrent la France pour Québec, au dix-septième siècle, le faisaient par goût et esprit d'indépendance et pour se soustraire aux empiètements croissants d'un régime absolu. Ils préféraient la liberté et l'indépendance à la richesse, à la sécurité, à la vie elle-même.

Dès qu'ils furent installés au Canada, ce fut une lutte continuelle pour la liberté de se gouverner eux-mêmes et avec le moins d'ingérence possible de la part de la France métropolitaine et de son Conseil souverain,—il suffit de lire l'histoire du Canada sous le régime français pour constater que, dès l'origine, il y avait déjà une différence sensible entre les Français et les Canadiens. Les Français considéraient le Canada comme une propriété de la Couronne et entendaient y être les maîtres incontestés. Les Canadiens se déclaraient chez eux et poussaient la non-collaboration au point de refuser